

**Master 2 Affaires publiques/administration du politique**

22 mai 2023

Pratiques des élections - Contentieux.

Stéphane Cottin, chef du service de la documentation et de l’aide à l’instruction du Conseil constitutionnel

2023

Droit des élections, droit du financement de la communication politique

Mail : [stephane.cottin@gmail.com](mailto:stephane.cottin@gmail.com)

Site du cours : <http://www.electoral.fr>

**Droit du financement de la vie politique : historique et principes.**

Sources web :

Site de la CNCCFP : <http://www.cnccfp.fr/>

Le site a été refondu fin 2022

<https://www.cnccfp.fr/elections/>

**Comment ça marche : Le contrôle des comptes de campagne**

**Les obligations du candidat**

* **Désigner un mandataire** (personne physique ou association de financement) et le déclarer en préfecture dès le début de la campagne électorale
* **Ne pas dépasser le plafond des dépenses** applicable à l’élection en cause
* **Faire présenter son compte** par un expert-comptable, sauf si aucune dépense et recette n’a été engagée et s’il n’a perçu aucun don. Cette présentation n’est pas obligatoire lorsque le candidat a obtenu moins de 5 % des suffrages ET a engagé moins de 4 000 euros de dépenses et de recettes.
* **Déposer à la commission un compte** en équilibre ou, éventuellement, en excédent, si le candidat a obtenu plus de 1 % des suffrages exprimés ou s’il a bénéficié de dons de personnes physiques ;
* **Fournir toutes les pièces justificatives de dépenses et de recettes**.

**Les obligations du mandataire**

* Ouvrir un compte de dépôt unique
* Encaisser les fonds destinés à la campagne et régler les dépenses
* Délivrer un reçu-don aux donateurs
* etc.

[Notice annexes](https://www.cnccfp.fr/wp-content/uploads/2022/04/cnccfp_compte_notice_annexes.pdf) : <https://www.cnccfp.fr/wp-content/uploads/2022/04/cnccfp_compte_notice_annexes.pdf>

**Les décisions de la Commission**

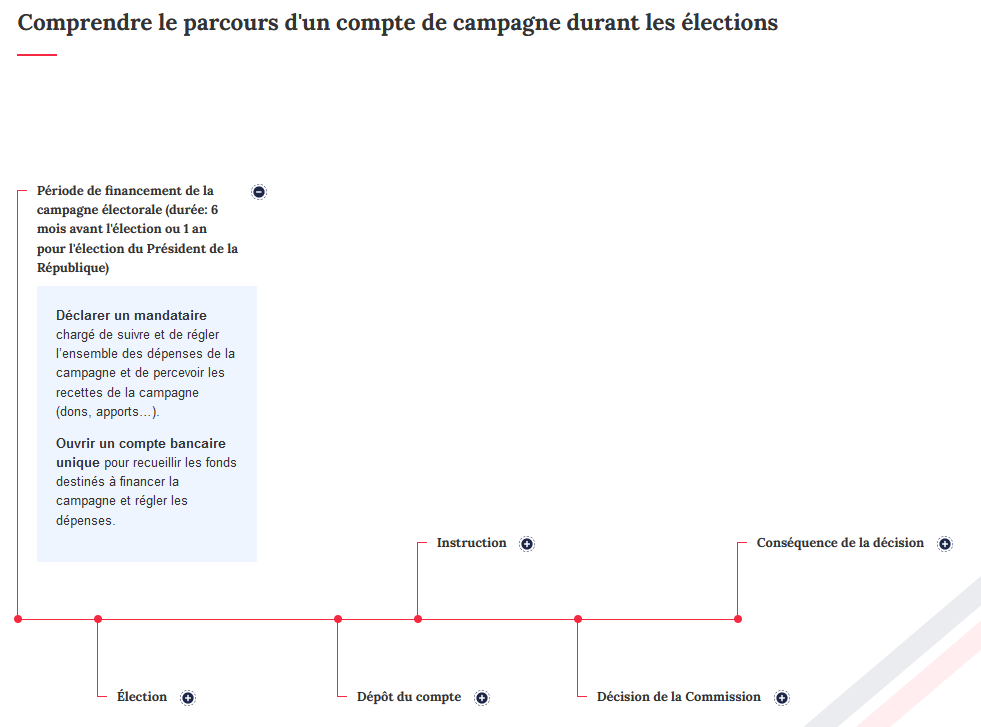
* **Approuver le compte de campagne**
* **Approuver après réformation le compte**, notamment lorsque des dépenses engagées par le candidat ne présentent pas de caractère électoral
* **Rejeter le compte** en cas de violation d’une formalité substantielle ou de constatation d’une irrégularité particulièrement grave.
* **Moduler le montant du remboursement** forfaitaire de l’État lorsque la commission relève des irrégularités qui n’entraînent pas le rejet du compte de campagne.
* **Constater l’absence de dépôt** dans le délai légal d’un compte de campagne.

**Le remboursement du candidat**

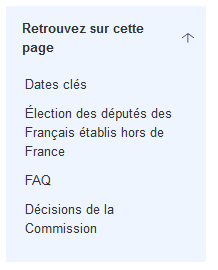
* **Avoir obtenu au moins 5 %** des suffrages exprimés (au moins 3 % pour les élections européennes et territoriales de Polynésie). Pour l’élection du Président de la République, tout candidat peut prétendre à un remboursement, quel que soit le pourcentage de voix obtenu.
* **Avoir respecté les obligations** lui incombant
* **Avoir engagé des dépenses** présentant un caractère électoral
* **Ne pas avoir vu son compte rejeté**

**Les recours**

* Possibilité pour le candidat contestant le montant de remboursement arrêté par la Commission de former un recours gracieux devant la Commission.
* Possibilité pour le candidat contestant le montant du remboursement arrêté par la Commission de former un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Paris.
* En cas de décisions de rejet, de constat d’absence de dépôt et de dépôt hors-délai, il n’y a pas de recours possible pour le candidat dans la mesure où la Commission saisit automatiquement le juge de l’élection qui se prononcera sur l’inéligibilité du candidat.



**Élections législatives :** [**https://www.cnccfp.fr/elections/elections-legislatives-2/**](https://www.cnccfp.fr/elections/elections-legislatives-2/)



Les députés sont élus au suffrage universel direct pour un mandat de cinq ans. Le mode de scrutin est un scrutin majoritaire à deux tours.  
(Des dispositions particulières existent pour l’élection des députés représentant les Français établis hors de France. Cf. Guide spécifique.)

Attention : pour les élections partielles se référer à la [dernière version du guide général](https://www.cnccfp.fr/wp-content/uploads/2023/04/cnccfp_guide-du-candidat-et-du-mandataire-2023.pdf) et [télécharger les dernières versions du formulaire et des annexes](https://www.cnccfp.fr/wp-content/uploads/2023/05/cnccfp-formulaire_compte_de_campagne_2023.zip) disponibles.

[Liste des partis et groupements politiques](https://liste.cnccfp.fr/liste_partis.php)

**Dates clés**

1er décembre 2021

12 juin 2022

19 juin 2022

19 Août 2022

19 octobre 2022

19 février 2023

**Documents à l'usage du candidat et du mandataire**

Élections législatives 2022

Guide du candidat et du mandataire - Élections législatives (pour les élections législatives de 2022 et les autres élections, hors élection du Président de la République)

Notice - Élections législatives

Formulaires et annexes - Élections legislatives

**Élection des députés des Français établis hors de France**

1er décembre 2021

4-5 juin et 18-19 juin 2022

4 juin 2022

5 juin 2022

18 juin 2022

19 juin 2022

30 septembre 2022

16 novembre 2022

30 novembre 2022

16 mars 2023

30 mars 2023

**DOCUMENTS À L'USAGE DU CANDIDAT ET DU MANDATAIRE**

Élections législatives pour les députés des Français établis hors de France

Guide du candidat et du mandataire - Élections législatives (pour les élections législatives de 2022 et les autres élections, hors élection du Président de la République)

Guide du candidat et du mandataire - Compléments

Notice - Élections législatives

Formulaires et annexes - Élections legislatives

0 élément(s) sélectionné(s)

**FAQ**

**1. Les règles de procédure**

**1.1 Le compte de campagne**

**2. Les recettes**

**2.1 Le recours aux prestataires de service de paiement (PSP)**

Des candidats ont fait part à la Commission de leurs interrogations sur la mise œuvre de la possibilité ouverte par la loi n° 2019-1269 du 2 décembre 2019 de recourir à un prestataire de services de paiement (PSP).   
La difficulté principale porte sur le respect de la modalité prévoyant que le montant des fonds perçus est versé intégralement et sans délai sur le compte de dépôt ouvert par le mandataire.   
La Commission souhaite apporter les précisions suivantes :

**Publication des comptes de campagne par la Commission**

Publication simplifiée des comptes de campagnes – Élections législatives de 2017

Les données comptables utilisées pour cette publication sont disponibles sur data.gouv.fr

Pour mémoire, verbatim du site internet de la CNCCFP d’avant 2022

# Le rôle de la commission - campagnes électorales.

* contrôler les comptes de campagne des candidats aux élections européennes, législatives, régionales, cantonales, municipales, territoriales et provinciales (Outre-Mer) dans les circonscriptions de plus de 9000 habitants ;
* demander, le cas échéant, à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation jugée nécessaire pour l'exercice de sa mission (article L. 52-14) ;
* approuver, réformer, rejeter les comptes examinés après une procédure contradictoire et également constater le non dépôt ou le dépôt hors-délai des comptes par les candidats ;
* saisir le juge de l'élection lorsque le compte de campagne a été rejeté, n'a pas été déposé ou déposé hors-délai ou s'il fait apparaître après réformation un dépassement du plafond des dépenses électorales (article L. 118-3) ;
* transmettre au procureur de la République compétent tout dossier pour lequel des irrégularités de nature à contrevenir aux dispositions des articles L. 52-4 à L. 52-13 et L. 52-16 du Code électoral auraient été relevées (notamment pour les infractions en matière de don et pour des dépenses pouvant être qualifiées d'« achat de suffrage » faisant encourir des peines pouvant aller jusqu'à deux ans de prison (article L. 106 et article L. 108) ;
* arrêter le montant du remboursement forfaitaire dû par l'État ;
* fixer, dans tous les cas où un dépassement du plafond des dépenses électorales a été constaté par une décision de la commission, une somme égale au montant du dépassement que le candidat est tenu de verser au Trésor public (article L. 52-15) ;
* déposer sur le bureau des assemblées, dans l'année qui suit des élections générales auxquelles sont applicables les dispositions de l'article L. 52-4, un rapport retraçant le bilan de son action et comportant toutes les observations que la commission juge utile de formuler (article L. 52-18) ;
* assurer la publication au Journal officiel des comptes de campagne dans une forme simplifiée (article L. 52-12 alinéa 4).

# Le rôle de la commission - partis politiques.

* constater le respect ou le manquement des obligations comptables et financières des partis politiques relevant de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ;
* demander aux partis politiques, le cas échéant, communication de toutes les pièces comptables et de tous les justificatifs nécessaires au bon accomplissement de sa mission de contrôle ;
* assurer la publication sommaire des comptes des partis au Journal officiel de la République française ;
* donner ou retirer l'agrément aux associations de financement des partis ;
* éditer des reçus détachés de formules numérotées destinés aux mandataires des partis politiques ;
* vérifier lors de l'examen des souches des formules et des justificatifs de recettes des  mandataires l'absence d'irrégularité au regard de la loi du 11 mars 1988 précitée ;
* authentifier sur demande des agents des impôts les justificatifs des dons et communiquer à l'administration des impôts les infractions qu'elle relève en ce qui concerne la déductibilité des dons.

Vie-publique <https://www.vie-publique.fr/fiches/24004-comment-les-partis-politiques-sont-ils-finances>

Fiche de synthèse AN : <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/role-et-pouvoirs-de-l-assemblee-nationale/le-depute/le-financement-de-la-vie-politique-partis-et-campagnes-electorales>

**Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.**

**(dernière modification LOI n° 2015-1703 du 21 décembre 2015 visant à pénaliser l'acceptation par un parti politique d'un financement par une personne morale)**

**Décret n° 2022-94 du 31 janvier 2022 pris pour l'application des articles 8, 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique**

[**https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045097860**](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045097860)

Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en application des articles [9](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000321646&idArticle=LEGIARTI000006355304&dateTexte=&categorieLien=cid) et [9-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000321646&idArticle=LEGIARTI000006355312&dateTexte=&categorieLien=cid) de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé pour **l’année 2022 à 66 155 387,84 €** (pour mémoire, **2021 à 66 135 486,15 €** , **2020 à 66 080 892,48 euros , 2019 à 66 159 443,61 euros,** 2018 à 66 190 046,49 euros ; 2017 à 63 098 274,96 euros ;2016 à 63 101 868,14 euros.)  
Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés aux [deuxième et troisième alinéas de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000321646&idArticle=LEGIARTI000006355304&dateTexte=&categorieLien=cid) est fixé à 32 081 868,13 euros (2021 : 32 097 747,87 euros 2020 : 32 079 991,59 euros ; 2019 : 32 083 942,58 ; 2018 : 32 078 393,43 euros ; 2017 : 28 762 938,96 euros ; 2016 : 28 766 533,14 euros.) (soit **1,545 € la voix** : 32 081 868 / 20.768.950 si tous les partis avaient présentés autant d'hommes que de femmes, mais avec le jeu des régulations, cela fait en réalité **1,64 € la voix** pour les partis "vertueux")  
Le montant de la seconde fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au sixième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susmentionnée est fixé à 34 073 519,71 euros (soit 34 073 519,71 /911 élus rattachés (572 d + 344 s, manquent 5 députés et 5 sénateurs) = **37 402,33 €** (en 2021 : 37 199,71 €, en 2020 : 37 159,45 €, en 2019, 37 119,28 €, en 2018, 37 280,50 €, en 2017 37 731,14 € l'élu)

Publics concernés : partis et groupements politiques.   
Objet : répartition de l'aide publique aux partis et groupements politiques pour l'année 2022.   
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.   
Notice : la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique pose le principe d'un financement public des partis et groupements politiques.   
Le montant de cette aide publique est partagé en deux fractions égales.   
La première fraction est répartie entre les partis et groupements politiques en fonction du nombre de suffrages qu'ils ont obtenus lors du dernier renouvellement de l'Assemblée nationale, sous réserve qu'ils aient respecté leurs obligations comptables au titre de l'année 2020, en application des dispositions de l'article 11-7 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988. Le montant de cette fraction est minoré pour les formations politiques qui n'ont pas respecté l'obligation de parité des candidatures lors du renouvellement général de l'Assemblée nationale (art. 9-1 de la loi du 11 mars 1988).   
La seconde fraction, spécifiquement destinée au financement des partis et groupements politiques représentés au Parlement, est répartie en fonction du nombre de parlementaires ayant déclaré se rattacher à chacun d'entre eux au cours du mois de novembre 2021.   
Références : articles 8, 9, 9-1 et 11 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique. Le décret peut être consulté sur Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr/).

Le Premier ministre,  
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,  
Vu la Constitution, notamment son article 4 ;  
Vu le code électoral, notamment ses articles LO 128, L. 154 à L. 163 et R. 98 à R. 102 ;  
Vu la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 modifiée relative à la transparence financière de la vie politique ;  
Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;  
Vu le décret n° 2017-616 du 24 avril 2017 portant convocation des électeurs pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;  
Vu l'ensemble des décisions du Conseil constitutionnel du 4 mai 2018 au 5 octobre 2018 déclarant inéligibles certains candidats aux élections législatives des 11 et 18 juin 2017 en application de l'article LO 128 du code électoral ;  
Vu la communication adressée le 29 octobre 2021 au Premier ministre par le président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques relative au respect par les partis politiques éligibles à l'aide publique des obligations prévues à l'article 11-7 de la loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique au titre de l'exercice 2020 ;  
Vu la communication adressée le 15 décembre 2021 au Premier ministre par le président du Sénat au nom du bureau en application des dispositions du huitième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1998 précitée ;  
Vu la communication adressée le 9 décembre 2021 au Premier ministre par le président de l'Assemblée nationale au nom du bureau en application des dispositions du huitième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1998 précitée,  
Décrète :

#### Article 1

Le montant des aides attribuées aux partis et groupements politiques en application des articles 8, 9 et 9-1 de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé pour l'année 2022 à 66 155 387,84 euros.  
Le montant de la première fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés aux deuxième et troisième alinéas de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 précitée est fixé à 32 081 868,13 euros.  
Le montant de la seconde fraction des aides attribuées aux partis et groupements politiques visés au septième alinéa de l'article 9 de la loi du 11 mars 1988 susvisée est fixé à 34 073 519,71 euros.

#### Article 2

La somme mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe I au présent décret.

#### Article 3

La somme mentionnée au troisième alinéa de l'article 1er est répartie entre les partis et groupements politiques conformément à l'annexe II au présent décret.

#### Article 4

En application de l'article 11 de la loi du 11 mars 1988 susvisée, chacun des partis et groupements politiques figurant, soit à l'annexe I, soit à l'annexe II, fait connaître au ministre de l'intérieur (1) l'identité, le numéro SIRET, ou le numéro INSEE, ainsi que le numéro de compte bancaire de son mandataire financier, ou association de financement, sur le compte duquel devra être versée la somme qui lui est attribuée.

#### Article 5

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

### Annexe

#### Article

ANNEXES  
ANNEXE I  
PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA PREMIÈRE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE POUR 2022

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **I. - Partis et groupements politiques  ayant présenté des candidats  dans au moins 50 circonscriptions  (métropole)** | **Nombre de voix  prises en compte** | **Nombre  de candidats  femmes** | **Nombre  de candidats  hommes** | **Montant  de la modulation  parité** | **Répartition  première fraction  de l'aide publique 2022 compte tenu de la modulation parité** |
| LA REPUBLIQUE EN MARCHE | 6 152 527 | 228 | 220 | 0,00 € | 10 097 659,82 € |
| RASSEMBLEMENT NATIONAL | 2 973 612 | 279 | 290 | 0,00 € | 4 880 356,06 € |
| LES RÉPUBLICAINS | 3 478 875 | 182 | 278 | 1 787 354,47 € | 3 922 250,10 € |
| LA FRANCE INSOUMISE | 2 438 734 | 262 | 285 | 252 443,04 € | 3 750 059,72 € |
| PARTI SOCIALISTE | 1 594 942 | 179 | 183 | 0,00 € | 2 617 653,16 € |
| MOUVEMENT DÉMOCRATE | 1 120 897 | 42 | 43 | 0,00 € | 1 839 640,30 € |
| EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS | 773 738 | 227 | 228 | 0,00 € | 1 269 875,47 € |
| UNION DES DÉMOCRATES, RADICAUX ET LIBÉRAUX | 635 204 | 80 | 79 | 0,00 € | 1 042 510,49 € |
| PARTI COMMUNISTE FRANCAIS | 634 340 | 217 | 225 | 0,00 € | 1 041 092,47 € |
| DEBOUT LA FRANCE | 247 480 | 180 | 188 | 13 244,66 € | 392 924,85 € |
| RÉGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES | 167 838 | 100 | 98 | 0,00 € | 275 459,34 € |
| LUTTE OUVRIERE | 158 866 | 276 | 275 | 0,00 € | 260 734,30 € |
| PARTI RADICAL DE GAUCHE | 140 156 | 40 | 40 | 0,00 € | 230 027,05 € |
| LA FRANCE QUI OSE | 90 270 | 74 | 101 | 34 286,85 € | 113 866,22 € |
| ALLIANCE ÉCOLOGISTE INDÉPENDANTE | 97 792 | 121 | 192 | 54 610,46 € | 105 887,88 € |
| PARTI ANIMALISTE | 63 679 | 91 | 56 | 37 325,48 € | 67 185,87 € |
| Sous total I | 20 768 950 | 2 578 | 2 781 | 2 179 264,96 € | 31 907 183,10 € |

### Annexe

#### Article

ANNEXE I  
(suite)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **II. - Partis et groupements politiques ayant présenté des candidats  exclusivement outre-mer** | **Nombre de voix  prises en compte** | **Nombre  de candidats  femmes** | **Nombre  de candidats  hommes** | **Montant  de la modulation  parité** | **Répartition  première fraction  de l'aide publique  2022 compte tenu  de la modulation parité** |
| TAPURA HUIRAATIRA | 32 906 | 2 | 1 | 0,00 € | 54 006,04 € |
| TAHOERAA HUIRAATIRA | 21 762 | 1 | 2 | 0,00 € | 35 716,26 € |
| TAVINI HUIRAATIRA NO TE AO MAOHI - FRONT DE LIBÉRATION DE POLYNÉSIE | 17 699 | 1 | 2 | 0,00 € | 29 047,98 € |
| GROUPEMENT FRANCE REUNION | 8 260 | 0 | 1 | 0,00 € | 13 556,49 € |
| PARTI COMMUNISTE REUNIONNAIS | 5 398 | 1 | 2 | 0,00 € | 8 859,31 € |
| LES RÉPUBLICAINS ENSEMBLE DANS LA FRANCE | 4 821 | 1 | 0 | 0,00 € | 7 912,33 € |
| MOUVEMENT POPULAIRE CALÉDONIEN | 4 425 | 0 | 1 | 0,00 € | 7 262,41 € |
| RÉZISTANS ÉGALITÉ 974 | 3 947 | 0 | 1 | 0,00 € | 6 477,90 € |
| LE RASSEMBLEMENT LES REPUBLICAINS | 3 921 | 0 | 1 | 0,00 € | 6 435,23 € |
| ARCHIPEL DEMAIN | 1 209 | 0 | 1 | 0,00 € | 1 984,24 € |
| CAP SUR L'AVENIR | 1 209 | 1 | 0 | 0,00 € | 1 984,24 € |
| VIVRE LA REUNION | 879 | 0 | 1 | 0,00 € | 1 442,63 € |
| CALEDONIE ENSEMBLE | 16 743 | 0 | 2 | 27 478,97 € | 0,00 € |
| PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUAIS (PPM) | 18 731 | 0 | 3 | 30 741,72 € | 0,00 € |
| PROGRES 974 | 9 738 | 2 | 0 | 15 982,22 € | 0,00 € |
| MOUVEMENT INDEPENDANTISTE MARTINIQUAIS (DISSOUS en 2021) | - | 0 | 0 | 0,00 € | 0,00 € |
| Sous-total II | 151 648 | 9 | 18 | 74 202,91 € | 174 685,06 € |

### Annexe

#### Article

ANNEXE II  
PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES BÉNÉFICIAIRES DE LA SECONDE FRACTION DE L'AIDE PUBLIQUE POUR 2022

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES  représentés au Parlement** | **NOMBRE DE PARLEMENTAIRES  ouvrant droit au versement  de l'aide publique** | | | **MONTANT  de la seconde fraction  de l'aide publique  attribuée pour 2022** |
| **Nombre  de députés** | **Nombre  de sénateurs** | **Total** |
| LA REPUBLIQUE EN MARCHE | 272 | 19 | 291 | 10 884 077,10 € |
| LES RÉPUBLICAINS | 103 | 141 | 244 | 9 126 167,74 € |
| PARTI SOCIALISTE | 26 | 63 | 89 | 3 328 807,08 € |
| MOUVEMENT DÉMOCRATE | 68 | 18 | 86 | 3 216 600,10 € |
| UNION DES DÉMOCRATES, RADICAUX ET LIBÉRAUX | 22 | 56 | 78 | 2 917 381,49 € |
| PARTI COMMUNISTE FRANCAIS | 14 | 16 | 30 | 1 122 069,80 € |
| EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS | 12 | 12 | 24 | 897 655,84 € |
| LA FRANCE INSOUMISE | 17 | 0 | 17 | 635 839,56 € |
| PARTI RADICAL DE GAUCHE | 3 | 7 | 10 | 374 023,27 € |
| RÉGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES | 13 | 1 | 14 | 523 632,58 € |
| RASSEMBLEMENT NATIONAL | 7 | 1 | 8 | 299 218,61 € |
| PARTI PROGRESSISTE MARTINIQUAIS (PPM) | 2 | 4 | 6 | 224 413,96 € |
| DEBOUT LA FRANCE | 3 | 0 | 3 | 112 206,98 € |
| TAPURA HUIRAATIRA | 1 | 2 | 3 | 112 206,98 € |
| CALEDONIE ENSEMBLE | 2 | 1 | 3 | 112 206,98 € |
| LE RASSEMBLEMENT LES REPUBLICAINS | 0 | 2 | 2 | 74 804,65 € |
| ARCHIPEL DEMAIN | 0 | 1 | 1 | 37 402,33 € |
| CAP SUR L'AVENIR | 1 | 0 | 1 | 37 402,33 € |
| TAVINI HUIRAATIRA NO TE AO MAOHI - FRONT DE LIBÉRATION DE POLYNÉSIE | 1 | 0 | 1 | 37 402,33 € |
| ALLIANCE ÉCOLOGISTE INDÉPENDANTE | 0 | 0 | 0 | - € |
| LA FRANCE QUI OSE | 0 | 0 | 0 | - € |
| LES RÉPUBLICAINS ENSEMBLE DANS LA FRANCE | 0 | 0 | 0 | - € |
| LUTTE OUVRIERE | 0 | 0 | 0 | - € |
| MOUVEMENT INDEPENDANTISTE MARTINIQUAIS (DISSOUS en 2021) | 0 | 0 | 0 | - € |
| GROUPEMENT FRANCE REUNION | 0 | 0 | 0 | - € |
| PARTI ANIMALISTE | 0 | 0 | 0 | - € |
| PARTI COMMUNISTE REUNIONNAIS | 0 | 0 | 0 | - € |
| MOUVEMENT POPULAIRE CALÉDONIEN | 0 | 0 | 0 | - € |
| TAHOERAA HUIRAATIRA | 0 | 0 | 0 | - € |
| RÉZISTANS ÉGALITÉ 974 | 0 | 0 | 0 | - € |
| VIVRE LA REUNION | 0 | 0 | 0 | - € |
| TOTAL DES PARLEMENTAIRES RATTACHES | 567 | 344 | 911 | 34 073 519,71 € |
| PARLEMENTAIRES NON RATTACHÉS/NON DÉCLARÉS | 3 | 4 | 7 | 261 816,29 € |